Campagne sur les chapeaux de roues à Agadir

Maroc : Elections législatives 2007

Posté par: Visiteur
Publié le : 06-09-2007 21:03:44

Deuxièmes législatives de la nouvelle ère, les élections du 7 septembre 2007 revêtent une importance capitale pour toutes les parties concernées (Etat et partis politiques) vu l'enjeu qu'elles représentent pour le pays quant à l'avenir de notre jeune démocratie.

C'est dire combien pouvoir et partis ont intérêt à tout mettre en oeuvre pour que notre pays puisse au moins, et faute de mieux, faire un nouveau pas en avant dans la voie d'une véritable démocratie digne des aspirations légitimes de tous les Marocains.

Si tout le monde reconnaît que les élections de 2002, et malgré tout ce qu'on a pu en dire, ont été différentes de celles que nous avions eu l'habitude de voir même si elles n'ont pas permis la désignation d'un premier ministre et d'un gouvernement issus des urnes, force est de constater, du moins pour le moment et jusqu'à preuve du contraire, que les choses ont changé et qu'il existe une réelle volonté de changement pour couper court à toutes les pratiques électorales malsaines du passé. En effet, le scrutin du 7 septembre semble avoir été entouré de toutes les garanties nécessaires. Mais encore faut-il que tous les acteurs politiques respectent les règles du jeu démocratique.

Depuis l'avènement, en 1998, du premier gouvernement de l'alternance démocratique dirigé par Me Abderrahmane Youssoufi qui a vu l'USFP, principale composante de l'opposition, accéder à la gestion des affaires du pays dans les conditions et la conjoncture que l'on sait, et le deuxième en 2000, le Maroc a connu des changements et de grands chantiers ont été ouverts dans plusieurs domaines. Certes, tout ceci peut apparaître insuffisant tant les attentes sont grandes et le retard accusé depuis quatre décennies important.

Ces nouvelles élections législatives seront donc décisives car on compte beaucoup sur elles, pour qu'elles puissent dégager la vraie carte politique de notre pays. Cependant, il y a encore du chemin à faire parce que depuis quelques années, on assiste à une balkanisation du champ politique national. Le nombre important des partis qui briguent les 325 sièges de la Chambre des représentants et le mode de scrutin de liste à un tour ne permettant pas de dégager une grande majorité, on aura encore affaire à une coalition gouvernementale comme lors de la précédente législature.

Le souhait donc, c'est que celle-ci puisse se faire avec le minimum de partis, ce qui pourrait garantir une certaine homogénéité. On éviterait ainsi ce qui s'est passé avec les dernières municipales où aucun parti n'a pu obtenir la majorité absolue, ce qui a conduit à un jeu d'alliances contre nature qui a abouti à des majorités hétérogènes qui ont plutôt l'air d'un patchwork. Ce qui a eu des conséquences désastreuses sur la gestion communale.

Maintenant qu'en est-il exactement sur le terrain ? Il semblerait que la date du 7 septembre ait été mal choisie. En effet, le démarrage de la campagne a eu lieu pendant la période des vacances. Et à peine rentrés chez eux, la plupart des électeurs doivent affronter, cette année, deux autres

échéances incontournables qui se répercuteront immanquablement sur le budget familial déjà très éprouvé par les dépenses de vacances. Il s'agit, bien sûr, de la rentrée scolaire et des préparatifs du mois sacré de Ramadan. C'est ce qui explique d'ailleurs un manque d'intérêt certain pour la campagne électorale durant la première semaine où on a assisté à une semaine plutôt calme.

Mais les choses évoluant parfois plus vite qu'on ne le pense, certains partis comme l'USFP par exemple mènent une campagne faisant appel aux nouvelles technologies de l'information et de la communication et aux professionnels dans ce domaine.

La campagne étant basée sur les programmes des formations politiques en présence, l'électeur est tout d'abord informé dans une première approche par médias publics interposés lors des temps d'antenne accordés à chaque formation politique en accord avec la HACA dont c'est la première expérience dans ce domaine. Et c'est là également, soi-dit en passant, une avancée non négligeable.

Puis, vient le contact direct avec les électeurs dans chaque circonscription électorale au cours de la distribution des supports de campagne, des meetings présidés généralement par un membre des instances nationales du parti. Et il y a bien évidemment l'affichage dans les zones réglementaires réservées aux candidats.

Néanmoins, si les partis essaient d'être dans l'air du temps comme dans les pays développés et si l'administration a aussi fourni beaucoup d'efforts envue d'améliorer les conditions matérielles de déroulement du scrutin, il existe encore un effort à faire au niveau des tableaux et espaces consacrés à l'affichage qui n'ont subi aucune amélioration : de larges plaques d'isorel que l'on plante aux endroits choisis ou des emplacements que l'on trace sommairement sur des murs avec des inscriptions très mal écrites et que l'on oublie souvent de faire disparaître une fois les élections passées. Ceci cadre très mal dans une ville touristique comme Agadir. Les autorités locales sont donc appelées à remédier à la situation.

Dans la circonscription d'Agadir Idaoutanane, l'USFP, ou le parti de la Rose, présente une liste égalitaire : deux femmes, deux hommes. Deuxième particularité, et non des moindres, la jeunesse y est bien représentée puisque la benjamine n'a que 25 ans.

Donc, en ce début de la deuxième semaine décisive, on assiste à un réchauffement progressif de la campagne qui bat actuellement son plein et se déroule en général dans le calme à Agadir.

Les candidats et leurs équipes de soutien quadrillent la circonscription allant ainsi au contact des électeurs et distribuant le programme électoral du parti et des tracts électoraux portant leurs noms et leurs photos dans une ambiance de mobilisation générale.

Il est à préciser que la liste présentée par le parti dans cette circonscription comprend quatre candidats (trois enseignants et une pharmacienne) Abdellah Laârouji, tête de liste, Amina Nadim, Ahmed Taloust et Fadoua Rajouani.

Libération